



FÉVRIER
2025

Les Verts allemands comme parti de rassemblement

La fin d'une illusion ?

Annette LENSING



Comité d'études
des relations
franco-
allemandes
(Cerfa)

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une fondation reconnue d'utilité publique par décret du 16 novembre 2022. Elle n'est soumise à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Les activités de recherche et de publication du *Comité d'études des relations franco-allemandes* – [Cerfa](#) – bénéficient du soutien du Centre d'analyse de prévision et de stratégie du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et du Frankreich-Referat de l'Auswärtiges Amt.



Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'autrice.

ISBN : 979-10-373-0996-9

© Tous droits réservés, Ifri, 2025

Couverture : Dresde, Allemagne – 18 janvier 2025 : Affiche de la campagne électorale de Robert Habeck pour les élections législatives au Bundestag
© Felix Geringswald/Shutterstock.com

Comment citer cette publication :

Annette Lensing, « Les Verts allemands comme parti de rassemblement. La fin d'une illusion ? », *Notes du Cerfa*, n° 185, Ifri, février 2025.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : ifri.org

Notes du Cerfa

Publiée depuis 2003 à un rythme mensuel, cette collection est consacrée à l'analyse de l'évolution politique, économique et sociale de l'Allemagne contemporaine : politique étrangère, politique intérieure, politique économique et questions de société. Les *Notes du Cerfa* sont des textes concis à caractère scientifique et de nature *policy oriented*. À l'instar des *Visions franco-allemandes*, les *Notes du Cerfa* sont accessibles sur le site de l'Ifri, où elles peuvent être consultées et téléchargées gratuitement.

Le Cerfa

Le [Comité d'études des relations franco-allemandes \(Cerfa\)](#) a été créé en 1954 par un accord gouvernemental entre la République fédérale d'Allemagne et la France. Il bénéficie d'un financement paritaire assuré par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et l'*Auswärtiges Amt*. Le Cerfa a pour mission d'analyser l'état des relations franco-allemandes sur le plan politique, économique et international ; de mettre en lumière les questions et les problèmes concrets que posent ces relations à l'échelle gouvernementale ; de présenter des propositions et des suggestions pratiques pour approfondir et harmoniser les relations entre les deux pays. Cette mission se traduit par l'organisation régulière de rencontres et de séminaires réunissant hauts fonctionnaires, experts et journalistes, ainsi que par des travaux de recherche menés dans des domaines d'intérêt commun.

Paul Maurice est secrétaire général du Cerfa et, avec Marie Krpata et Jeanette Süß, chercheuses, ainsi que Hans Stark, conseiller pour les relations franco-allemandes, il est responsable des publications du Cerfa. Catherine Naiker est assistante au sein du Cerfa.

Autrice

Annette Lensing est maîtresse de conférences en Études germaniques à l'université de Caen-Normandie et membre de l'équipe de recherche sur les littératures, les imaginaires et les sociétés (EA 4254) où elle codirige un programme de recherche sur les conceptions culturelles et politiques de la nature. Spécialiste de l'écologie dans l'Allemagne contemporaine, elle a récemment publié une monographie intitulée *Du nazisme à l'écologie. August Haußleiter et la politique allemande au XX^e siècle* (Peter Lang, 2024) et récemment l'article « Rester au pouvoir : bilan et perspectives de Bündnis 90/Die Grünen après trois années de coalition “feu tricolore” », dans la revue *Allemagne d'aujourd'hui*, n° 250, octobre-décembre 2024.

Résumé

Lors du congrès de Wiesbaden en novembre 2024, Robert Habeck, actuel ministre de l'Économie et du Climat, est désigné candidat de Bündnis 90/Die Grünen (les Verts) pour les élections législatives anticipées du 23 février 2025. Fondé il y a quarante-cinq ans, l'ancien parti contestataire est aujourd'hui fermement établi dans le paysage politique allemand. Souhaitant tourner la page d'une coalition « feu tricolore » mal-aimée, le parti mise sur la personnalisation de la campagne et un discours optimiste tourné vers l'avenir et la garantie d'une vie meilleure, sociale et équitable.

Après une année électorale catastrophique et alors que les enjeux environnementaux et climatiques sont largement absents de la campagne, les défis de la formation écologiste sont nombreux : dans le contexte de crises multiples (guerre en Ukraine, populismes, changement climatique, cherté de la vie, etc.) et d'un paysage politique fragmenté, Bündnis 90/Die Grünen se positionne comme rempart contre le parti d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne (AfD) et tente de convaincre les électeurs de la compatibilité entre décarbonation industrielle, redressement économique et justice sociale. À la veille du scrutin fédéral, cette note se propose de revenir sur les mutations et les défis principaux des Verts dont le succès dépendra de leur capacité à trouver un juste équilibre entre la conquête du centre politique et la défense d'une politique climatique et sociale exigeante.

Abstract

At the Wiesbaden Congress in November 2024, Robert Habeck, currently Minister for the Economy and Climate, was nominated as the Green Party's candidate for the Chancellorship in the early parliamentary elections on February 23, 2025. The party, founded 45 years ago, is now firmly established in the German political landscape. Wishing to turn the page on an unloved "traffic light" coalition, the party is banking on a personal campaign and an optimistic discourse based on the energy transition and social justice.

After a disastrous election year and with environmental and climate issues largely absent from the campaign, the challenges facing the ecologist party are numerous. Against a backdrop of crisis and extreme political fragmentation, the German Greens are positioning themselves as a bulwark against the far-right party Alternative for Germany (AfD) and trying to convince voters of the compatibility between industrial decarbonization, economic recovery and social justice. On the eve of the federal election, this note looks back at the changes and the main challenges facing the Greens, whose success will depend on their ability to strike the right balance between winning the political center and defending a demanding climate and social policy.

Sommaire

INTRODUCTION	7
DE LA CONTESTATION AU POUVOIR	8
LES VERTS AU GOUVERNEMENT : D'UNE PROMESSE DE PARTI DU PROGRÈS VERS UN « PARTI DE L'INTERDIT » ?	11
DE LA CRISE POLITIQUE À LA CRISE GOUVERNEMENTALE	15
DE L'OPTIMISME EN TEMPS DE CRISE : LES VERTS ENTRENT EN CAMPAGNE	18
QUELLES PERSPECTIVES DE COALITION À DEUX SEMAINES DU SCRUTIN ?	22
CONCLUSION	24

Introduction

Lors du congrès de Wiesbaden du 15 au 17 novembre 2024, l'actuel ministre fédéral de l'Économie et du Climat, Robert Habeck, est officiellement nommé candidat des écologistes pour les élections législatives anticipées du 23 février 2025. Créés il y a quarante-cinq ans comme parti contestataire, les Verts (Bündnis90/Die Grünen) sont aujourd'hui fermement établis dans le paysage politique allemand : représentés dans treize des seize parlements régionaux, ils participent à sept coalitions gouvernementales. Alors que les instituts de sondage les créditent entre 13 et 14 % des intentions de vote, les Verts espèrent être reconduits au niveau fédéral. L'ultra-« *Realo* » Habeck est sans doute la personnalité la plus consensuelle pour un parti qui garde en mémoire les ratés et les faux pas d'Annalena Baerbock lors de la campagne des élections législatives en 2021 et la déception électorale qui s'est ensuivie, les Verts ayant obtenu 14,8 % des suffrages, ce qui mettait fin au « rêve vert » d'accéder à la Chancellerie fédérale¹. Ayant co-gouverné le pays pendant trois ans aux côtés des sociaux-démocrates (Sozialdemokratische Partei Deutschlands, SPD) et des libéraux (Freie Demokratische Partei, FDP), les Verts entendent faire oublier les stigmates laissés par une coalition « feu tricolore » mal-aimée et interrompre la série noire électorale de l'an passé. Dans le contexte d'un paysage politique fragmenté et de la montée en puissance de l'extrême droite, les écologistes sont à la croisée des chemins : faut-il se recentrer sur les fondements de l'identité du parti quitte à s'isoler politiquement ou au contraire poursuivre la stratégie de conquête du centre politique pour former un parti de rassemblement ? Quels sont les transformations et défis principaux de la formation écologiste qui sera jaugée à l'aune de sa capacité à proposer des solutions viables et durables aux crises qui mettent en péril la stabilité du modèle allemand ?

1. Le terme « *Realo* » désigne une approche plus réaliste et pragmatique, en contraste avec les « *Fundis* », l'aile plus radicale de gauche au sein du parti. Lire R. Pausch, « Wahlergebnis der Grünen: Aus der grüne Traum », *Zeit Online*, 27 septembre 2021, disponible sur : www.zeit.de.

De la contestation au pouvoir

Les 12 et 13 janvier 1980, des acteurs et groupes aux idées et styles politiques variés s'accordent sur un consensus minimal et créent un parti fondé non pas sur une idéologie, mais sur quatre valeurs : l'écologie, le social, la démocratie de la base et la non-violence. Puisant ses racines dans le mouvement alternatif issu de 1968, les initiatives citoyennes et les Nouveaux mouvements sociaux des années 1970, ce « rassemblement aussi notable qu'important² » se définit par une hétérogénéité constitutive qui rassemble pacifistes, communistes radicaux et environnementalistes conservateurs, féministes et défenseurs d'une « Troisième Voie ». Pour de nombreux observateurs, la polyphonie et le chaos qui caractérisent le congrès fondateur des Verts³, que les instituts de sondage créditent alors de 2 à 7 % des intentions de vote, en font un phénomène passager qui ne modifiera pas fondamentalement l'équilibre d'un système politique stable, fondé depuis l'après-guerre sur les alliances successives entre les deux grands partis populaires (« *Volksparteien* »), l'Union chrétienne-démocrate d'Allemagne (CDU), les sociaux-démocrates (SPD) et les libéraux (FDP).

Si leur création est « contemporain[e] d'autres formations écologiques fondées à cette période dans les pays voisins (en Belgique, avec le parti Écolo en 1980 ; en France, avec le Mouvement d'écologie politique lancé la même année ; en Autriche, avec des listes vertes en 1982 ; aux Pays-Bas, avec les Verts européens en 1983)⁴ », les Verts d'outre-Rhin font rapidement figure de modèle en Europe en remportant une série de victoires électorales qui les font entrer dans les parlements régionaux, à commencer par le Bade-Wurtemberg (1980), Hambourg (1982) et la Hesse (1983), où ils forment la première coalition gouvernementale régionale aux côtés des sociaux-démocrates deux ans plus tard (1985-1987)⁵. Avant cela, 28 écologistes font leur entrée dans la Chambre basse fédérale au terme des élections anticipées du 6 mars 1983 qui succèdent à la chute du gouvernement social-libéral d'Helmut Schmidt : ces 18 hommes et 10 femmes entendent faire souffler un vent politique nouveau à Bonn, plus féminin et moins sexiste, plus ouvert et provocateur, et résolument écologiste et pacifiste, alors que la « crise des euromissiles » divise le

2. S.Mende, „Nicht rechts, nicht links, sondern vorn“. *Eine Geschichte der Gründungsgrünen*, Munich, Oldenbourg, 2011, p. 6.

3. K. Schuler, « Chaotischer ging's nimmer », *Zeit Online*, 10 octobre 2020, disponible sur : www.zeit.de.

4. S. Maillard et A. Schmidhuber, « Quelles ambitions pour les Verts allemands ? », Institut Jacques Delors, 2021, p. 1, disponible sur : <https://institutdelors.eu>.

5. D. Boy, « Les scores des partis verts en Europe », *Environnement, question sociale – Dix ans de recherche pour le ministère de l'Environnement*, Paris, Odile Jacob, 2001, p. 183-187.

monde et les esprits, générant des manifestations d'envergure. En 1984, le groupe écologiste dépose un premier projet de loi au Bundestag demandant la mise à l'arrêt des centrales nucléaires en République fédérale d'Allemagne (RFA) : en tant qu'énergie néfaste pour l'environnement et la santé, le nucléaire est présenté comme un mal ni nécessaire, ni souhaitable du point de vue des politiques économiques et énergétiques⁶.

Inscrite dans un système électoral qui requiert la formation de coalitions pour gouverner, la trajectoire des Verts est celle d'une institutionnalisation aussi rapide que conflictuelle où s'affrontent deux logiques contraires : parlementarisation d'une part, opposition systémique du « parti anti-partis » de l'autre. De cet antagonisme vient se nourrir la lutte de pouvoir entre fondamentalistes (« *Fundis* ») et réformateurs (« *Realos* ») à partir de la deuxième moitié des années 1980⁷. Sur le plan de la politique de défense et de sécurité, le « pacifisme devient une thématique profondément corrosive et un enjeu de luttes d'influence⁸ » et les écologistes les plus radicaux exigent que l'Allemagne fédérale sorte de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) qu'elle avait rejoint en 1955. La lourde défaite des Verts lors des premières élections de l'Allemagne réunifiée, le 2 décembre 1990, n'amène toutefois pas la « fin de la décennie verte » annoncée par plusieurs commentateurs⁹. À l'issue d'une restructuration interne qui amène l'érosion des forces de la gauche radicale, la « demande d'une écologisation du système économique et social de l'Allemagne prend le pas sur les questions de sécurité et de défense¹⁰ » au sein d'un parti qui, au printemps 1993, fusionne avec Bündnis 90, rassemblement de groupes de défense des droits civiques de l'ex-République démocratique allemande (RDA) qui avait obtenu 6,1 % des voix aux législatives de 1990. Lors du scrutin d'octobre 1994, Bündnis 90/Die Grünen entre au Bundestag (7,3 %) et devient la troisième force politique du pays, dépassant le FDP de 0,4 point. Dans la décennie post-réunification, le parti se professionnalise, modifie ou supprime certains de ses principes et règles qui visaient à démocratiser les pratiques politiques et, moins de vingt ans après avoir été créé, il forme une coalition « rouge-verte » avec les sociaux-démocrates (1998-2005), une première sur

6. « Entwurf eines Gesetzes über die sofortige Stilllegung von Atomanlagen in der Bundesrepublik Deutschland (Atomsperrgesetz) » [Projet de loi sur la fermeture immédiate des installations nucléaires en République fédérale d'Allemagne], Bundestag, disponible sur : <https://bundestag.de>.

7. S. Mende, « Von der „Anti-Parteien-Partei“ zur „ökologischen Reformpartei“. Die Grünen und der Wandel des Politischen » [Du « parti anti-parti » au « parti de la réforme écologique ». Les Verts et la transformation du politique], *Archiv für Sozialgeschichte*, n° 52, 2012, disponible sur : <https://library.fes.de>.

8. G. Winter, « Le parti écologiste allemand Bündnis 90/Die Grünen et la politique de sécurité et de défense : la pondération en ligne de mire », *Recherches & Documents*, n° 6, Fondation pour la recherche stratégique (FRS), 17 juillet 2020, disponible sur : www.frstrategie.org.

9. H. Kleinert, « Die Grünen 1990/91 – Vom Wahldebakel zum Neuanfang » [Les Verts 1990/91 – De la débâcle électorale au nouveau départ], *Aus Politik und Zeitgeschichte (ApuZ)*, n° 44, 25 octobre 1991, p. 1.

10. A. Lensing, « Diplomatie “des valeurs” à la sauce verte », Dossier « Les écologistes à l'épreuve du pouvoir », *Le Monde diplomatique*, décembre 2021, p. 16.

le plan fédéral. L'exercice des plus hautes fonctions donne tort aux pourfendeurs des « Ökos » et des « Müslis » (« mangeurs de muesli ») qui gagnent en pragmatisme et perdent en radicalité¹¹. Les compromis induits par l'exercice gouvernemental sont une épreuve pour le parti, à commencer par la participation de la Bundeswehr aux frappes aériennes de l'OTAN contre la Serbie en mars 1999 : la première intervention militaire allemande depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale ainsi que la participation de la Bundeswehr à des missions en Afghanistan génère des débats houleux quant à l'impératif pacifiste et l'usage de la force militaire. Et l'agenda 2010, mis en place par le chancelier Gerhard Schröder, poursuivant une libéralisation du marché du travail égratigne l'image des Verts comme parti social ayant trahi ses principes progressistes. « Exsangues et désorientés », les Verts restent dans l'opposition pendant seize ans¹². Ils reconquièrent le pouvoir par les *Länder*, où ils obtiennent des résultats à deux chiffres lors des élections dans le Bade-Wurtemberg et à Berlin (2006), à Brême (2007) et en Hesse (2008), avant qu'en 2011 Winfried Kretschmann ne devienne le premier ministre-président vert en Allemagne, dans un *Land* conservateur, connu pour son industrie automobile, le Bade-Wurtemberg. En juin 2019, les Verts atteignent 26 % dans les sondages, ce qui nourrit l'hypothèse d'un « *Volkspartei* » écologiste, d'autant plus que leur base sociale s'accroît : comptant 52 991 membres au début des années 2010, les Verts enregistrent une progression de 28 % en 2019 (21 176 nouvelles adhésions) avant de dépasser la barre des 100 000 membres en novembre 2020¹³.

11. Lire T. Keller, « Les Verts, la troisième force politique de l'Allemagne », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, vol. 27, n° 1, janvier-mars 1995, p. 49-65.

12. A. Lensing, « Les Verts allemands, un nouveau parti de rassemblement ? », *Notes du Cerfa*, n° 158, Ifri, janvier 2021, p. 10.

13. « Mitgliederentwicklung der kleineren im Bundestag vertretenen Parteien, 1990 bis 2019 » [Évolution des effectifs des petits partis représentés au Bundestag, de 1990 à 2019], in O. Niedermayer, *Parteimitglieder in Deutschland, 2020, Arbeitshefte aus dem Otto-Stammer-Zentrum*, n° 31, Bundeszentrale für Politische Bildung, disponible sur : www.bpb.de.

Les Verts au gouvernement : d'une promesse de parti du progrès vers un « parti de l'interdit » ?

Au printemps qui précède les élections législatives de 2021, Bündnis 90/Die Grünen est représenté dans l'ensemble des parlements régionaux et Annalena Baerbock, première candidate verte à la chancellerie, a le vent en poupe, portée par des sondages qui créditent sa formation politique de 28 %¹⁴. Co-dirigeant les Verts aux côtés de Robert Habeck depuis janvier 2018, elle incarne avec son binôme la nouvelle direction que les écologistes souhaitent emprunter. Doté d'un nouveau programme faisant converger mesures « éco-sociales » et décarbonation industrielle¹⁵, le parti entend concurrencer les sociaux-démocrates au centre-gauche de l'échiquier politique, en devenant un parti de rassemblement (« *Bündnispartei* ») écologique. Cette ambition s'inscrit dans un contexte sociétal favorable à l'agenda environnemental et climatique, alors que l'urgence d'agir se manifeste dans les rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), la succession de catastrophes (sécheresse et feux de forêts, inondations) et les mobilisations du mouvement de jeunes pour le climat, Fridays for Future¹⁶. Obtenant 14,8 % des voix lors du scrutin du 26 septembre 2021, les Verts font moins bien qu'attendu, mais progressent de près de 6 points par rapport à 2017. La formation de la coalition « feu tricolore » aux côtés des sociaux-démocrates et des libéraux, une première dans l'histoire de la République fédérale, marque le retour de Bündnis 90/Die Grünen au pouvoir. Intitulé « Oser plus de progrès. Alliance pour la liberté, la justice et la durabilité », le contrat de coalition place la modernisation du pays au premier plan. Aux côtés de la justice sociale et de la simplification technologique et numérique, la transition énergétique est élevée au rang de priorité du nouveau gouvernement qui rappelle ses engagements en faveur de la

14. Sondage Forsa du 20 avril 2021, disponible sur : www.wahlrecht.de.

15. « "...zu achten und zu schützen". Veränderung schafft halt », Grundsatzprogramm, Bündnis 90/Die Grünen, p. 21-22.

16. O. Hanse, « Objectif pouvoir : Bündnis 90/Die Grünen entre entrée imminente au gouvernement fédéral et consécration en demi-teinte de leur évolution politique », *Allemagne d'aujourd'hui*, n° 238, octobre-décembre, 2021, p. 93-109.

limitation du réchauffement climatique à 1,5 °C¹⁷. Les Verts obtiennent cinq portefeuilles ministériels : Robert Habeck est nommé vice-chancelier et « super-ministre » de l'Économie et du Climat, Annalena Baerbock devient la première femme ministre des Affaires étrangères, Anne Spiegel reçoit le ministère de la Famille, des Personnes âgées, des Femmes et de la Jeunesse¹⁸, Steffi Lemke celui de l'Environnement, de la Protection de la nature, de la Sécurité nucléaire et de la Protection des consommateurs, et Cem Özdemir devient ministre de l'Alimentation et de l'Agriculture.

Confrontée d'entrée de jeu aux répercussions géopolitiques, économiques et énergétiques de l'invasion de l'Ukraine par la Russie le 24 février 2022, l'Allemagne doit revoir des pans entiers de sa politique. Sur le plan militaire et stratégique, l'arrivée au pouvoir du gouvernement Scholz et son discours sur le « changement d'époque » (« *Zeitenwende* ») scellent la fin de la retenue allemande sur la scène internationale. Alors que les interventions militaires et les livraisons d'armes létales dans un pays en guerre ont longtemps été un chiffon rouge pour l'ancien parti pacifiste, les Verts valident l'augmentation du budget de l'armée allemande avec la création d'un fonds spécial de 100 milliards d'euros et la livraison d'armes à l'Ukraine. Pour la base écologiste, le pacifisme radical des débuts du parti appartient définitivement au passé : un sondage YouGov réalisé fin 2022 montre que la moitié des électeurs verts est alors favorable aux livraisons de chars à l'Ukraine – un record parmi l'ensemble des partis¹⁹. Les Verts allemands aux manettes du ministère des Affaires étrangères (*Auswärtiges Amt*) et porteurs d'une « diplomatie des valeurs » se sont montrés fermes à l'égard de régimes autoritaires comme la Russie ou la Chine. C'est notamment la stratégie globale vis-à-vis de la Chine qui est marquée par l'empreinte des Verts et tranche avec le ton plus conciliant du chancelier. Sur le plan de la politique énergétique aussi, le gouvernement ajuste sa feuille de route. Bien que l'accord de coalition stipule vouloir mettre fin à l'ère des énergies fossiles en avançant « idéalement » la sortie du charbon à 2030 (au lieu de 2035-2038 comme l'avait préconisé la « commission charbon » en 2018), le gouvernement relance provisoirement la production des centrales à charbon et recourt aux centrales « de réserve » pour garantir le fonctionnement de la première économie de la zone euro, qui reposait pour une grande part sur une énergie bon marché fournie par la Russie. Le ministre de l'Économie valide en outre la construction accélérée de terminaux de gaz naturel liquéfié (GNL) le long des côtes et accroît les importations, essentiellement américaines. Robert Habeck maintient toutefois l'objectif de sortie du nucléaire : même si la durée d'exploitation des trois dernières centrales nucléaires est prolongée

17. Entrée en vigueur à l'été 2021, la Loi sur la protection du climat fixe pour objectif la réduction des émissions de gaz à effet de serre de 65 % d'ici 2030 et l'attente de la neutralité carbone d'ici 2045.

18. Elle est remplacée par Lisa Paus après sa démission en avril 2022.

19. Sondage cité dans J. Thureau, « Junge Grüne: „Wer Frieden will, braucht erst das Militär“ », Deutsche Welle (DW), 12 avril 2023, disponible sur : www.dw.com.

jusqu'au 15 avril 2023, leur cessation d'activité est maintenue – décision controversée qui se retrouve au cœur des révélations du magazine *Cicero* un an plus tard²⁰. Concernant la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique allemand, le bilan est contrasté : celles-ci – l'éolien en tête – couvrent désormais 61 % de la production d'électricité du pays. Malgré une nette progression (41% en 2021), on est encore loin de l'objectif de 80 % du mix énergétique d'ici 2030, d'autant plus que 25 % de l'électricité est encore produite par des centrales à charbon²¹. À cela s'ajoutent les obstacles auxquels fait face la politique industrielle allemande. L'annonce au printemps 2024 d'un vaste plan de subventions de plusieurs dizaines de milliards d'euros qui vise à accompagner la décarbonation de l'industrie – celle-ci contribue à hauteur de 24 % aux émissions de gaz à effet de serre du pays, avec 144 millions de tonnes de CO₂ générées en 2023²² – se heurte à de nombreux freins, à l'instar du prix élevé de l'électricité et du développement des réseaux de transport ou encore du report de plusieurs projets de construction d'usines de puces électroniques. Parmi les dossiers les plus controversés de la coalition et impulsés par les Verts figure enfin la Loi sur le remplacement des chaudières au gaz et au fioul, la *Gebäudeenergiegesetz* ou *Heizungsgesetz*, dite « Loi sur le chauffage ». Entrée en vigueur en janvier 2024, elle prévoit que les chaudières au gaz et au fioul soient remplacées par des systèmes utilisant 65 % d'énergies renouvelables dans les nouveaux bâtiments. Comportant différents scénarios et dispositifs sur les vingt prochaines années, la réforme s'est rapidement transformée en « monstre bureaucratique » (« *Bürokratiemonster* ») pour reprendre les termes du libéral Bijan Djir-Sarai, qui figure parmi ses nombreux détracteurs. Aussi a-t-elle provoqué de vives résistances dans la classe politique – les méthodes du ministère de l'Économie dirigé par les Verts ayant été comparées à celles de la police politique de RDA (« *Energie-Stasi* ») – et dans la population, notamment auprès des couches populaires et du monde rural particulièrement éprouvés par la crise et l'inflation. La « folie du chauffage » (« *Heizungswahn* ») devient le symbole d'une écologie punitive et nourrit la perception des Verts comme parti de l'interdit (« *Verbotspartei* »), ce qui rappelle les débats suscités en 2013 par la proposition d'introduire une journée sans viande (« *Veggie-Day* ») à l'école et dans les entreprises. Ces controverses, exposées au grand jour entre les Verts d'un côté et ses partenaires de la coalition, notamment les libéraux-démocrates du FDP de l'autre, témoignent de la mise en échec d'un discours tentant de convaincre de la

20. Après avoir consulté des notes internes du ministère de l'Économie après un an et demi de bataille judiciaire, le journaliste Daniel Gräber affirme que de hauts fonctionnaires ont ignoré ou falsifié des rapports d'expertise au printemps 2022 afin d'accélérer l'arrêt des centrales nucléaires.

21. « Stromerzeugung im 1. Halbjahr 2024: Mehr als 60% aus erneuerbaren Energien » [Production d'électricité au premier semestre 2024 : plus de 60 % d'énergies renouvelables], Statistisches Bundesamt, Communiqué de presse, 4 septembre 2024, disponible sur : www.destatis.de.

22. Chiffres d'après CCI France-Allemagne, « L'Allemagne, face au défi de la décarbonation de son industrie », 1^{er} juillet 2024, disponible sur : www.se-developper-en-allemande.fr.

nécessité d'une décarbonation des systèmes de chauffage et plus largement de la compatibilité entre prospérité économique, justice sociale et protection climatique. Alors qu'en mai 2022, Annalena Baerbock et Robert Habeck étaient les ministres les plus appréciés du gouvernement Scholz²³, le ministre de l'Économie devient une *persona non grata* à laquelle on reproche un paternalisme et un dirigisme éloignés des réalités. La cote de popularité des Verts est quasiment divisée par deux, passant de 23 à 12 % entre août 2022 et août 2023.

23. Sondage IPSOS du 6 mai 2022, disponible sur : www.ipsos.com.

De la crise politique à la crise gouvernementale

Les tensions entre partenaires de coalition éclipsent les avancées du gouvernement Scholz. Sur le plan social, l'augmentation du salaire minimum à 12 euros de l'heure et le remplacement de l'allocation-chômage Hartz IV par une allocation citoyenne (*Bürgergeld*) réduisent les sanctions au terme d'un an d'indemnisation du chômage, une mesure vivement contestée par les libéraux²⁴. Aux conflits internes s'ajoute l'immobilisme forcé de la coalition « feu tricolore » au lendemain de l'arrêt de la Cour constitutionnelle en novembre 2023 : l'invalidation du montage budgétaire effectué par le gouvernement pour contourner le frein à l'endettement (*Schuldenbremse*) qui interdit tout déficit supérieur à 0,35 % du produit intérieur brut (PIB), creuse un trou de 60 milliards d'euros dans le budget de l'État, ce qui force le gouvernement à faire machine arrière sur un certain nombre de promesses, comme les aides à l'achat d'une voiture électrique, diminuant ainsi sa fiabilité auprès de la population²⁵.

Tenus pour partie responsables des blocages et ratés de la coalition, les Verts sont lourdement sanctionnés par leurs électeurs. Perdant du terrain lors des élections régionales en Bavière (14,4 %) et en Hesse (14,8 %) en octobre 2023, ils essuient une lourde défaite lors des élections européennes du 9 juin 2024, où ils n'arrivent qu'à la quatrième place (11,9 %). La vague verte qui avait parcouru l'Europe au printemps 2019 (les partis verts avaient obtenu 20,5 % en Allemagne, 17,5 % en Irlande et 16 % en Finlande) a été renversée par les forces conservatrices et nationales-populistes qui sont les grandes gagnantes du scrutin. En Allemagne, le parti d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne (Alternative für Deutschland, AfD) devient la deuxième force politique du pays (15,9 %), derrière la CDU (30 %). La débâcle électorale des Verts s'explique notamment par la faiblesse de son ancrage à l'Est, comme le montre la carte du vote électoral : principalement urbain – la ville universitaire de Fribourg arrive en tête du vote écologiste (30,2 %) –, l'électorat vert est le plus faible à l'Est – c'est à Mansfeld-Südharz, en Saxe-Anhalt, que le parti fait son score le plus bas

24. Sur le bilan de mi-parcours de la coalition, voir R. Vehrkamp et T. Matthießdir, « Mehr Koalition wagen – Halbzeitbilanz der Ampel-Koalition zur Umsetzung des Koalitionsvertrags 2021 » [Oser plus de coalition – Bilan à mi-parcours de la coalition Ampel sur la mise en œuvre du contrat de coalition 2021], Bertelsmann Stiftung, 2023, disponible sur : www.bertelsmann-stiftung.de.

25. Cela est souligné par la politiste Julia Reuschenbach – cf. E. Conesa, « En Allemagne, le bilan du chancelier Olaf Scholz terni par les disputes qui ont fait éclater sa coalition », *Le Monde*, 16 décembre 2024.

(1,6 %)²⁶. Les Verts sont encore largement un parti ouest-allemand : en 2023, on compte plus de dix fois plus de membres verts vivant à l'ouest (115 828) qu'à l'est (10 163) de l'Allemagne, les fédérations les plus importantes étant situées en Rhénanie-du-Nord-Westphalie (25 759), en Bavière (20 143) et dans le Bade-Wurtemberg (16 600)²⁷. C'est à Berlin que la capacité de recrutement des Verts est la plus forte entre 2010 et 2023, les cinq *Länder* est-allemands fermant la marche²⁸. Lors des élections européennes, les Verts reculent nettement chez les 16-24 ans, auprès desquels ils ne font que 10 % alors que, dans le même temps, l'AfD arrive en tête des partis ayant mobilisé les jeunes sur les réseaux sociaux²⁹. Le scrutin montre l'extrême polarisation d'une génération du « tout ou rien », dans la mesure où, si « [p]our les uns, la question du climat est essentielle, pour d'autres, souvent moins éduqués, elle l'est beaucoup moins », comme le souligne le politologue Uwe Jun³⁰. À cela s'ajoute le recul de la mobilisation des jeunes pour le climat, qui avait porté la « vague verte » de 2019³¹. Le changement climatique reste une préoccupation majeure des jeunes, au même titre que la santé mentale et la conciliation entre famille et travail³² : 69 % des interrogés se disent particulièrement préoccupés par les conséquences du changement climatique. Une majorité (55 %) critique toutefois les lenteurs des politiques climatiques, ce à quoi s'ajoute un contexte défavorable (fragilisation post-pandémique du mouvement, tendance au *green bashing*, alimenté notamment par l'extrême droite)³³. L'affaiblissement électoral dont pâtissent les Verts touche aussi d'autres formations écologistes européennes dans un contexte où les enjeux climatiques sont devenus un « terrain miné³⁴ ». L'extrême droite profite à l'inverse d'un contexte sécuritaire tendu, plus particulièrement après l'attaque commise par un demandeur d'asile à Mannheim en mai 2024. Selon l'enquête Eurobaromètre, 44 % des électeurs allemands indiquent que l'immigration et le droit d'asile sont leur préoccupation principale, contre 28 % en moyenne en Europe, où le coût de la vie et la situation

26. « Wahlergebnis der Grünen nach kreisfreien Städten und Landkreisen, in Prozent der gültigen Stimmen, Wahl zum Europäischen Parlament 2024 » [Résultats électoraux des Verts par ville autonome et par comté, en pourcentage des suffrages valables, élections au Parlement européen 2024], BPB, septembre 2024, disponible sur : www.bpb.de.

27. Tableau 6 – « Grüne: Mitglieder nach Bundesländern ab 2010 » [Les Verts : membres par *Land* à partir de 2010], p. 11, disponible sur : <https://refubium.fu-berlin.de>.

28. Tableau 13 – « Grüne: Rekrutierungsfähigkeit nach Bundesländern ab 2010 » [Les Verts : capacité de recrutement par *Land* à partir de 2010], p. 18, disponible sur : <https://refubium.fu-berlin.de>.

29. C. Schläger *et al.*, « Analyse der Europawahl 2024 in Deutschland », Friedrich-Ebert-Stiftung, 2024.

30. E. Grasland, « En Allemagne, le basculement du vote des jeunes », *Les Échos*, 10 juin 2024.

31. L. S. Hönes, « Fridays for Future in Magdeburg: Schrumpfende Bewegung, wachsende Sorgen » [Fridays for Future à Magdebourg : Un mouvement qui rétrécit, des soucis qui grandissent], 30 janvier 2025, disponible sur : www.mdr.de.

32. « Shell Jugendstudie 2024 » [Étude Shell sur la jeunesse 2024], Arbeitsstelle eigenständige Jugendpolitik, 21 octobre 2024, disponible sur : www.jugendgerecht.de.

33. L. S. Hönes, « Fridays for Future in Magdeburg: Schrumpfende Bewegung, wachsende Sorgen », *op. cit.*

34. « Robert Habeck, chef de file des Verts allemands déboussolés », *La Croix*, 16 novembre 2024.

économique arrivent en tête des réponses données³⁵. Les questions sécuritaires nourrissent un racisme anti-migrants virulent dans la dernière ligne droite de la campagne électorale actuelle dont profitent la droite et l'extrême droite. Malgré la restriction des droits des demandeurs d'asile et le rétablissement des contrôles aux frontières, les trois anciens partis de gouvernement subissent de lourdes pertes, atteignant à peine 31 % des voix dans les sondages, toutes voix additionnées.

La question migratoire est aussi au cœur des élections régionales à l'est du pays en septembre 2024, alors qu'un demandeur d'asile a commis une nouvelle attaque fin août, à Solingen en Allemagne de l'Ouest. Les Verts obtiennent des scores catastrophiques : 3,2 % en Thuringe, 5,1 % en Saxe et 4,2 % dans le Brandebourg. En Thuringe, l'AfD devient la première force politique (32,8 %), alors que les Verts, qui co-gouvernaient le *Land* depuis dix ans avec la Gauche (Die Linke) et le SPD, restent aux portes du parlement. Assumant une part de responsabilité dans la défaite électorale, la co-dirigeante de Bündnis 90/Die Grünen, Ricarda Lang, démissionne le 25 septembre 2024, avec l'ensemble du bureau fédéral, et enjoint à son parti de s'adresser plus directement à la population et à ses difficultés quotidiennes³⁶. Le même jour, les dix membres du bureau de la Grüne Jugend, l'organisation de jeunesse des Verts, posent eux aussi leur démission. Svenja Appuhn, co-dirigeante de la Grüne Jugend, dénonce des décisions qui ont entériné la rupture avec un parti dans lequel elle ne se reconnaît plus – « le fonds spécial pour la Bundeswehr, le démantèlement de Lützerath, la politique d'austérité [...] et le durcissement du droit d'asile³⁷ ». Sa réaction est symptomatique d'une fracture entre le parti et son organisation de jeunesse, traditionnellement plus à gauche et radicale. Jakob Blasel et Jette Nietzard, qui sont devenus les nouveaux porte-parole de la Grüne Jugend, se sont pour le moment rangés derrière la candidature de Robert Habeck, tout en lui enjoignant de respecter ses engagements en matière de justice climatique et sociale.

35. « EU Post-electoral Survey 2024 », Parlement européen, octobre 2024, disponible sur : <https://europa.eu>.

36. « Grüne in der Krise. Eine Partei rutscht ab » [Les Verts en crise. Un parti qui glisse], Tagesschau, 24 septembre 2024, disponible sur : www.tagesschau.de.

37. K. Schuler et F. Otto, « Warum verlassen Sie die Grünen, Frau Appuhn und Frau Stolla? », *Zeit Online*, 27 septembre 2024, disponible sur : www.zeit.de. Lützerath était un village en Rhénanie-du-Nord-Westphalie qui a été occupé par des militants écologistes pour empêcher son exploitation par la mine de lignite de Garzweiler. En janvier 2023, après un accord entre le gouvernement et l'énergéticien RWE, la police a évacué les activistes, entraînant des affrontements et la destruction du village.

De l'optimisme en temps de crise : les Verts entrent en campagne

Fragilisés de l'intérieur, les Verts voient la crise gouvernementale qui ébranle l'Allemagne le 6 novembre dernier comme une possible issue et l'opportunité d'un nouveau départ. En effet, les désaccords budgétaires ont définitivement raison de l'entente précaire entre les partenaires de la coalition : dénonçant une rupture de confiance après un énième blocage des libéraux sur la politique économique à mener, le chancelier Olaf Scholz limoge son ministre des Finances, Christian Lindner, et se retrouve, après le départ des forces libérales, à la tête d'un gouvernement désormais minoritaire. Vingt-quatre heures après l'implosion de la coalition « feu tricolore », et alors que l'on se dirige vers des élections anticipées, Robert Habeck signe son retour sur les réseaux sociaux après six ans d'absence : dans une vidéo de près de dix minutes, il officialise sa candidature « pour la population en Allemagne » et appelle à ne pas céder le terrain aux populismes, extrémismes et autoritarismes qui menacent l'ordre démocratique³⁸. Dix jours après l'implosion de la coalition « feu tricolore », les députés se réunissent en congrès à Wiesbaden (du 15 au 17 novembre) et officialisent la candidature de Robert Habeck à la chancellerie fédérale, en le plébiscitant à une large majorité (96,4 %). Avec pour mot d'ordre l'harmonie, les Verts évitent soigneusement la controverse, rejetant notamment la demande d'abrogation pure et simple du frein à l'endettement réclamée par la Grüne Jugend. Soucieux de tourner rapidement la page de la coalition « feu tricolore » et de prendre un nouveau départ (« *neustartklar* »), Habeck place son discours de près d'une heure sous le signe du respect de la liberté et de la dignité humaines, et de la lutte contre la résignation et la polémique, tout en plaidant pour la garantie d'une énergie bon marché et un large programme d'investissement dans les infrastructures publiques. Le congrès de Wiesbaden donne le ton de la stratégie électorale que les Verts entendent adopter : ils font le pari de la personnalisation, en se rangeant derrière leur candidat vedette. Cette stratégie semble payer : dans un sondage réalisé par Infratest Dimap à la mi-janvier, le ministre du Climat devance le conservateur Friedrich Merz (25 %) et recueille le taux de satisfaction le plus élevé (28 %) parmi les

38. R. Habeck, « Meine Bewerbung als Kandidat für die Menschen in Deutschland » [Ma candidature en tant que candidat pour les personnes en Allemagne], YouTube, 8 novembre 2024, disponible sur : www.youtube.com.

candidats à la chancellerie³⁹. Les Verts évitent aussi un ancrage trop à gauche, en privilégiant une ligne politique pragmatique et modérée qui laisse la porte ouverte à différentes constellations de coalition avec les partis démocratiques, y compris avec les chrétiens-démocrates, comme l'envisage notamment Franziska Brantner, bras droit de Robert Habeck au ministère du Climat, élue co-dirigeante des Verts aux côtés de Felix Banaszak au congrès de Wiesbaden. Au lendemain de la déroute électorale à l'est du pays, le vent semble avoir tourné : entre début novembre et fin décembre 2024 près de 20 000 personnes font leur demande d'adhésion au parti qui profite du regain de mobilisation dans un contexte de campagne électorale⁴⁰.

En adoptant le programme électoral vert à une large majorité, avec seulement deux abstentions, les quelque 800 délégués écologistes semblent donner raison au mot d'ordre, la confiance (« *Zuversicht* »), qui s'affiche en grandes lettres au-dessus de la tribune du congrès de Berlin le 26 janvier dernier. Placé sous le signe de l'unité (« *Zusammen wachsen* ») et de l'intégrité de leur candidat – le parti se donne pour slogan « Un homme, une parole » (« *Ein Mann, ein Wort* »). Le programme des Verts déroule une vision optimiste de l'avenir qui, dans le contexte de crises multiples (guerre en Ukraine, populismes, changement climatique, cherté de la vie, etc.) doit garantir une vie meilleure, plus équitable et plus simple. Cette stratégie s'inscrit dans la continuité du récit écologiste des dernières années qui, sous l'influence de Robert Habeck et d'Annalena Baerbock, s'est largement défait de son catastrophisme moralisateur des années 1980, pour proposer « une sorte de foi en l'avenir fondée sur les possibles de la technologie et la volonté de changement d'une population décidée à tirer les conséquences des crises en cours⁴¹ ». Le programme rappelle l'enjeu central de la protection du climat et des écosystèmes : l'agenda écologique ne figure toutefois pas au premier plan du programme d'un parti qui accorde la priorité au redressement économique et social de l'Allemagne qui a connu deux années consécutives de récession (- 0,3 % en 2023 et - 0,2 % en 2024), sous la houlette du ministre de l'Économie Habeck, et pour laquelle les experts prévoient une croissance de 0,2 % du PIB pour 2025. Cela passe par des investissements massifs dans les infrastructures, les énergies renouvelables et l'éducation, par le déblocage d'un fonds public (*Deutschlandfonds*) de plusieurs milliards d'euros, financé par la réforme du frein à l'endettement, réforme à laquelle une majorité des Allemands est

39. C. C. Malzahn, « Deutschlandtrend Infratest Dimap » [Tendance de l'Allemagne Infratest Dimap], *Welt*, 14 janvier 2025, disponible sur : www.welt.de.

40. A. L. Kirchhoff, « Wahlkampfzeiten sind Mobilisierungszeiten » [Les périodes de campagne électorale sont des périodes de mobilisation], *Tagesschau*, 27 décembre 2024.

41. O. Hanse, « Les Verts allemands : prêts comme jamais et ouverts à toutes les propositions », *AOC*, 17 septembre 2021, p. 6.

favorable⁴². Ce sujet est toutefois vivement politisé lors de la campagne entre deux « camps » qui s'affrontent sur la question : les Verts et le SPD d'un côté se prononçant pour un assouplissement de la règle (ce qui a d'ailleurs mené à la rupture de la coalition), la CDU et le FDP (ainsi que l'AfD) de l'autre en se prononçant contre tout endettement supplémentaire. Le programme plaide en outre pour une plus forte contribution des plus riches, l'augmentation du salaire minimum à 15 euros (au lieu de 12,80 euros) comme le prévoient aussi les sociaux-démocrates, le maintien du ticket à 49 euros pour les transports locaux et régionaux, l'abaissement des frais de distribution de l'électricité. Les Verts souhaitent également concrétiser la mise en place d'un système de redistribution (*Klimageld*) d'une partie des recettes générées par la taxe nationale sur le carbone aux ménages à revenus faibles et modestes. Soucieux de faire oublier les crispations et tensions générées par la « Loi sur le chauffage », les Verts souhaitent accroître l'adhésion de la population à la transition énergétique, en montrant que l'accélération de la décarbonation industrielle va de pair avec le redressement économique de l'Allemagne et l'augmentation du pouvoir d'achat. Sur le plan de la politique extérieure, les Verts rappellent leur volonté d'œuvrer à une Europe plus forte et plus efficace, aux avant-postes de la défense de la paix et de la démocratie, réaffirmant leur soutien inconditionnel à l'Ukraine sur le plan « diplomatique, financier, humanitaire et militaire » et le caractère « non négociable » du droit d'existence d'Israël – le parti étant favorable à une solution à deux États sur la base des frontières de 1967. Face aux incertitudes consécutives au retour de Donald Trump à la tête des États-Unis, Robert Habeck appelle à renforcer la coopération européenne en matière de défense : plaidant pour la création d'un nouveau fonds spécial pour les marchés publics de la défense, il s'est déclaré favorable à l'augmentation des dépenses militaires à 3,5 % du PIB ce qui a suscité de vifs débats entre les différents partis politiques quant au financement d'une telle démarche. Comme les libéraux, les Verts se sont montés fervents défenseurs d'une approche plus affirmée en matière de politique étrangère et de défense et ont parfois critiqué le gouvernement Scholz pour sa ligne trop réticente par rapport au soutien militaire de l'Ukraine notamment. Mais ce sujet a été relégué en arrière-plan suite aux débats autour de l'immigration ainsi que la relance économique.

Sur l'immigration, les Verts rappellent enfin leur engagement pour une « répartition équitable, contraignante et solidaire des personnes en quête de protection » au sein de l'Europe, au nom de l'humanité et de la garantie du droit d'asile. Alors qu'en 2021, la campagne avait été principalement menée au centre de l'échiquier politique, « l'attentat de Magdebourg le

42. S. Vallée et J. de Weck, « Une majorité d'Allemands est favorable à une réforme du frein à l'endettement : sondages et graphiques exclusifs », *Le Grand Continent*, 29 janvier 2025, disponible sur : <https://legrandcontinent.eu>.

20 décembre, puis celui d'Aschaffenburg le 22 janvier ont remis le sujet de l'immigration au cœur du débat public » et renforcé le virage à droite des partis de l'Union⁴³. La campagne des législatives rappelle celle de 2017, où, sous l'effet de la « crise migratoire », l'AfD « était parvenu[e] à placer son sujet de prédilection, l'amalgame entre l'immigration, l'islam et l'insécurité, au centre du débat⁴⁴ ». Dans un débat fortement polarisé et alors que l'AfD est créditée de 20 % dans les sondages, les Verts se définissent plus que jamais comme les défenseurs d'une démocratie ouverte et solidaire. Lors du congrès de Berlin, le candidat Habeck met en garde contre une politique faisant passer « l'Allemagne d'abord » – une critique directe de la stratégie droitière du candidat Friedrich Merz –, et appelle à ne pas imiter le cas autrichien, où conservateurs et extrême droite ont entamé des pourparlers pour former un gouvernement. Habeck s'adresse explicitement à l'électorat du centre, convoitant le « vide » laissé après le départ d'Angela Merkel. Les questions migratoires et sécuritaires donnent aux Verts l'opportunité de se positionner dans le débat et de faire oublier les controverses du début de campagne – à l'instar du scandale autour du député écologiste Stefan Gelbhaar, faussement accusé de harcèlement sexuel. Ces questions ont toutefois aussi le potentiel de raviver les lignes de conflit internes aux Verts. La Grüne Jugend a diffusé une affiche parodiée en Basse-Saxe qui nie la différence entre les candidats écologiste et chrétien-démocrate – « Habeck ou Merz, où est la différence ? » peut-on y lire – en réaction aux propositions du ministre de renforcer les contrôles de l'immigration illégale aux frontières et d'augmenter les pouvoirs des forces de police dans son « plan en dix points » (« *Zehn-Punkte-Plan* »). La Grüne Jugend et l'aile gauche au sein du parti y voient une « droitisation » du parti, ce qui a suscité une indignation au sein des Verts dont plusieurs centaines de membres ont signé une lettre ouverte contre Robert Habeck⁴⁵.

43. P. Maurice, « L'Allemagne en campagne pour les élections anticipées du 23 février. Enjeux d'un scrutin à risque », *Éditoriaux de l'Ifri*, Ifri, 23 janvier 2025, disponible sur : www.ifri.org.

44. A. Lensing, « Les Verts allemands et la coalition “feux tricolores” : enjeux et perspectives des élections législatives de 2021 », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, vol. 54, n° 1, 2022, p. 201-216.

45. E. Braungart, « Offener Brief: Regt sich nun interner Widerstand gegen Habecks Zehn-Punkte-Plan? » [Lettre ouverte : Une résistance interne se fait-elle jour contre le plan en dix points de Habeck ?], *Berliner Zeitung*, 10 février 2025, disponible sur : www.berliner-zeitung.de.

Quelles perspectives de coalition à deux semaines du scrutin ?

Même si Friedrich Merz exclut officiellement toute coalition des conservateurs avec l'AfD, la manœuvre politique entreprise par la CDU fin janvier pour tenter de faire voter au Bundestag, en acceptant le soutien de l'AfD, une série de mesures visant le renforcement des politiques migratoires (renvoi des personnes entrées dans le pays sans documents légaux, instauration de contrôles permanents aux frontières, détention des criminels jusqu'à leur expulsion), a suscité de vives réactions dans la classe politique et a relancé le débat quant à la faisabilité d'une coalition entre les partis de l'Union et Bündnis 90/Die Grünen telle qu'elle se pratique actuellement dans trois États-régions allemands (dans le Bade-Wurtemberg, en Rhénanie-du-Nord-Westphalie et dans le Schleswig-Holstein). La question ne fait pas consensus au sein des familles politiques respectives. Markus Söder, ministre-président de Bavière s'est à plusieurs reprises ouvertement exprimé contre une telle alliance, reprochant aux Verts les difficultés économiques de l'Allemagne ; sa position est symptomatique de la tendance répandue au sein des conservateurs allemands à voir dans les Verts « l'incarnation des réglementations, de la bureaucratie qui impacte les citoyens et les entreprises », comme le souligne Marie Krpata⁴⁶. Friedrich Merz reste pour l'heure plus prudent, voulant laisser plusieurs options ouvertes. Une coalition « verte-noire » n'obtiendrait pas la majorité : selon les données collectées par YouGov, les deux groupes n'obtiendraient que 302 sièges au parlement, contre les 316 sièges requis⁴⁷. La grande majorité de la base sociale conservatrice plébiscite quant à elle une coalition avec les libéraux, dont elle espère un changement de cap politique, notamment en matière économique et migratoire. Cette option semble *a priori* improbable, les libéraux étant crédités de 4 %, ce qui les laisserait aux portes du parlement. L'échec de la coalition « feu tricolore » rend sa reconduction plus qu'improbable, d'autant plus que Christian Lindner a clairement fait savoir qu'il souhaitait que son parti se prononce officiellement contre une alliance avec les Verts lors du congrès du parti du 9 février dernier : il reproche aux écologistes de mener une « politique migratoire incontrôlée » et d'avoir fait passer « une loi sur le chauffage chaotique et paternaliste », excluant toute coopération

46. « Robert Habeck, chef de file de Verts allemands déboussolés », *op. cit.*

47. Modèle électoral YouGov sur la répartition des sièges dans le nouveau Bundestag établie sur la base des intentions de vote (dernière actualisation le 6 février 2025).

avec eux sur le plan de la politique économique, de la migration et de la politique énergétique⁴⁸.

Du côté des Verts qui espèrent faire mieux qu'en 2021, le maître mot est l'ouverture au dialogue avec l'ensemble des forces démocratiques, comme l'a rappelé Robert Habeck lors du coup d'envoi de la campagne à Lübeck début janvier, sur les terres du candidat. Les sociaux-démocrates et les Verts se rejoignent sur la mise en place du dispositif du *Klimageld*, de même que sur un certain nombre de mesures sociales (augmentation de l'impôt sur les successions, du salaire minimum et de la construction de logements sociaux). À eux deux, ils n'arriveraient toutefois qu'à 204 sièges selon les derniers sondages, SPD et Verts étant au coude à coude, avec respectivement 15 % et 13 % des voix⁴⁹. À l'exception de l'AfD – niant l'existence du changement climatique, elle plaide pour la relance des anciennes et la construction de nouvelles centrales nucléaires – et de l'Alliance Sahra Wagenknecht (Bündnis Sahra Wagenknecht, BSW) qui mise sur l'énergie carbonée, les partis se rejoignent sur l'objectif de la neutralité carbone à l'horizon 2045 (ou 2050 pour le FDP), avec quelques nuances de taille, toutefois. La CDU tout comme le FDP veulent en effet faire machine arrière sur la « Loi sur le chauffage » et ne sont pas fermés à l'hypothèse d'une relance du nucléaire. Pour Friedrich Merz, qui a qualifié dans un *talk-show* les éoliennes de technologies de transition que l'on pourrait démonter un jour parce qu'elles sont « laides », l'arrêt du nucléaire en pleine crise énergétique était un acte « purement idéologique » et une « lourde faute stratégique⁵⁰ ». La sortie du nucléaire, qui est l'un des acquis majeurs des écologistes au cours des dernières années, ne fait pas consensus : dans un sondage ARD réalisé en avril 2023, 59 % des sondés indiquent que l'arrêt des trois dernières centrales était une erreur : seuls les 18-34 ans estiment majoritairement (50 %) qu'il s'agissait de la bonne décision⁵¹.

48. « Lindner will Beschluss gegen Bündnis mit Grünen » [Lindner veut une décision contre une alliance avec les Verts], Tagesschau, 3 février 2025, disponible sur : www.tagesschau.de.

49. Modèle électoral YouGov sur la répartition des voix établie sur la base des intentions de vote (dernière actualisation le 6 février 2025).

50. L. Ozdoba, « Welche Parteien AKWs reaktivieren wollen » [Quels partis veulent réactiver les centrales nucléaires ?], ZDFheute, 16 janvier 2025, disponible sur : www.zdf.de.

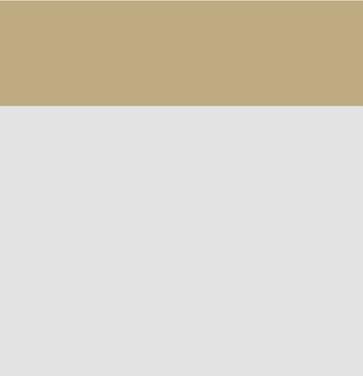
51. « Umfrage zum Ausstieg aus der Atomenergie in Deutschland nach Altersgruppe 2023 » [Sondage sur l'abandon de l'énergie nucléaire en Allemagne par tranche d'âge en 2023], Statista, 2 janvier 2024.

Conclusion

Quand bien même 2024 aura été une année noire en matière de réchauffement climatique, les enjeux environnementaux et climatiques occupent une place marginale dans la campagne des législatives allemandes. Les Verts entendent faire oublier les ratés d'une coalition « feu tricolore » mal-aimée en misant sur leur candidat vedette, Robert Habeck, et un discours fondé sur la foi dans l'avenir, qui tente de convaincre de la compatibilité entre transition énergétique, redressement économique et justice sociale. Le récit écologiste est toutefois mis à rude épreuve à un moment où l'ordre de paix en Europe et la stabilité économique et politique de l'Allemagne vacillent, et où les discours de droite et d'extrême droite prospèrent sur le lit d'un sentiment d'insécurité et du repli sur soi. En réitérant leurs promesses électorales de 2021 – une société ouverte et libre, une politique migratoire humaine et un engagement clair pour l'Europe –, les Verts entendent se positionner comme contrepoids de l'AfD. Si les conservateurs devraient être les gagnants du scrutin du 23 février prochain, il est d'ores et déjà certain que la fragmentation du paysage politique compliquera les pourparlers de coalition. Le succès des Verts dépendra de leur capacité à proposer des solutions viables et pérennes sur les grands sujets de la campagne – la récession économique, les infrastructures vieillissantes, la pression migratoire ou encore l'impact du retour de Donald Trump sur la politique de paix. Il dépendra aussi de leur capacité à trouver un équilibre difficile entre une ligne politique centriste et une politique climatique et sociale exigeante.

Les dernières publications du Cerfa

- ▶ V. Dubslaff, « [La montée en puissance de l'extrême droite. L'AfD et le choix de la radicalité](#) », *Notes du Cerfa*, n° 184, février 2025
- ▶ J. Süß, « [Les libéraux-démocrates face aux élections fédérales allemandes. Un parti en lutte pour sa survie](#) », *Notes du Cerfa*, n° 183, février 2025
- ▶ N. Batteux, « [Le SPD à l'épreuve des élections législatives de 2025 : du parti du chancelier au partenaire junior de coalition ?](#) », *Notes du Cerfa*, n° 182, février 2025
- ▶ M. Baloge, « [La CDU lors des élections de 2025 : un chemin tracé vers la chancellerie, mais parsemé d'embûches](#) », *Notes du Cerfa*, n° 181, janvier 2025
- ▶ P. Maurice, « [L'Allemagne en campagne pour les élections anticipées du 23 février. Enjeux d'un scrutin à risque](#) », *Éditoriaux de l'Ifri*, janvier 2025
- ▶ P. Maurice, H. Stark, « [70e anniversaire du Cerfa. Genèse, histoire et visions pour les relations franco-allemandes](#) », *Notes du Cerfa*, n° 180, décembre 2024
- ▶ P. Maurice, « [Trente-cinq ans après la chute du mur de Berlin : à l'Est quoi de nouveau ?](#) », *Briefing de l'Ifri*, novembre 2024
- ▶ J. Süß, « [Les élections régionales en Thuringe, en Saxe et en Brandebourg. Raz-de-marée pour les extrêmes ?](#) », *Briefing de l'Ifri*, septembre 2024



27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org